

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) remet en circulation aujourd'hui sur Internet une traduction effectuée il y a quelques années par un camarade de Caen. Ce faisant, nous espérons redonner « une seconde jeunesse » à cette traduction qui nous paraît intéressante.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

Ce texte émane de la revue anarchiste uruguayenne « Alter » et anticipe apparemment un débat qui a eu lieu sur la grève générale de 1973 à l'athénée Heber Nieto de Montevideo durant l'été 2003. Ce texte revient sur les grèves de 1951-52 et sur la situation du mouvement ouvrier à la fin des années 60 et au début des années 70. Il nous a été transmis par l'équipe uruguayenne de « A-infos », un réseau international de contre-information anarchiste sur internet.

Un compagnon du SIA de Caen a assuré la traduction de ce texte, traduction qui a été compilée avec d'autres pour constituer une brochure sur l'anarchisme et le mouvement ouvrier en Uruguay. On peut trouver cette brochure (et bien d'autres traductions, articles, textes etc...) sur le site du Syndicat Intercorporatif Anarchosindicaliste de Caen: <http://www.anartoka.com/sia>

30 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE COUP D'ETAT : LÉGENDES, MYTHES ET AUTONOMIE

Il y a des histoires, comme celle de « l'héroïque grève générale de défense de la démocratie » qui ont un appui institutionnel (intendance (1), université, parlement...) et même des monuments et il y en a d'autres, parce qu'elles sont des histoires de résistance contre l'Etat et les institutions, qui n'ont pas d'historiens et sont étouffées avec l'oubli, ce sont des histoires de perdants, de vaincus.

C'est ce qui est arrivé, par exemple, 22 ans avant le coup d'Etat militaire, quand les syndicats « autonomes » et « d'action directe », avec l'appui de la Fédération des Etudiants Universitaires, réalisèrent une grève générale qui dura un mois, du 5 octobre au 5 novembre 1951, en défense de « la liberté syndicale, contre la répression étatique », en solidarité avec le syndicat des travailleurs de ANCAP (2) récemment formé.

Dans ce conflit, dur et combatif, participèrent environ 50 000 travailleurs. Ce fut la grève la plus longue du pays qui se termina victorieusement par la reconnaissance de l'organisation syndicale, la réintégration de tous les travailleurs virés et la liberté de tous les détenus.

C'est depuis cette grève, menée par les dits « syndicats solidaires » et leur Comité de Grève Solidaire, que la zone de La Teja et Pantanoso (3) est connue comme « le 38^{ème} parallèle » (4). On ne pouvait pas traverser le pont du Pantanoso sans l'autorisation du Comité de grève et les voitures circulaient avec le drapeau rouge et noir pour ne pas être attaquées par les grévistes.

Les combats des « syndicats solidaires » en 1951 et 1952 ont été les ultimes luttes autonomes d'une certaine étendue menée par le prolétariat uruguayen.

L'ESCALADE RÉPRESSIVE CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL

La décennie des années 60 ne met pas seulement en évidence la croissance organisationnelle du mouvement populaire autour du mouvement syndical, elles commencent aussi à rendre visibles les premiers secteurs favorables au coup d'Etat, la bourgeoisie commence à organiser ses forces, à se préparer pour frapper le mouvement populaire. Déjà en 1952, le nouveau gouvernement collégial (5)

approuve des mesures de sécurité contre une autre grève des « syndicats solidaires » et une intervention de l'armée dans les conflits. Il y a des détentions, des licenciements et des déportations.

A la fin de 1967, des journaux (6) sont fermés et les organisations révolutionnaires deviennent illégales. Depuis le 13 juin 1968, le gouvernement de Pacheco utilise les Mesures Rapides de Sécurité. En 1972, le gouvernement de Bordaberry décrète « l'état de guerre interne » et fait approuver plus tard par le parlement, la même année, la « Loi de Sécurité Nationale ».

UNE GRÈVE DISCIPLINÉE

Quand à l'aube du 27 juin 1973 les militaires et leurs complices civils font le coup d'Etat, les travailleurs, à partir de 6H du matin, sans attendre aucune décision de la direction de la CNT, occupent une à une les usines et lieux de travail. Cette attitude des travailleurs n'est pas surprenante car depuis 1964, quand se forme la CNT, depuis son premier congrès en 1969 et le deuxième en 1971, le mouvement syndical a décidé unanimement, en cas de coup d'Etat, de répondre par la grève générale et l'occupation des lieux de travail.

La grève et l'occupation sont conduites par les directions syndicales de chaque usine. Il n'existe pas d'initiatives ni d'actions de résistance autonomes des travailleurs dans aucune usine sauf dans le syndicat des boissons et à Paysandu où les travailleurs de Norteña (7) n'acceptent pas la décision de lever la grève et continuent encore quelques jours l'occupation de l'entreprise.

La résistance est disciplinée et se limite à réoccuper les lieux de travail après chaque expulsion. Elle se centre sur les usines et ne s'étend pas aux quartiers, elle ne se transforme pas en une résistance au niveau de la communauté. Les actions dans les quartiers n'allèrent pas au delà de rassemblements devant les usines, de semer quelques *miguelitos* (8) ou de l'incendie de quelques bus qui se risquaient à circuler. Il y eut une seule manifestation de rue importante le 9 juillet quand il était évident que la grève amorçait son déclin.

RÉFORMISME ET TENDANCE COMBATIVE

La grève est, selon la position de la majorité réformiste, en défense de la démocratie et selon la Tendance Combative (9) en défense des libertés. Ni la conduite capitaliste ni le système en vigueur ne furent jamais discutés.

La polémique fut centrée durant les mois qui précédèrent la grève autour du rôle des militaires. Le Parti Communiste croyait en un possible coup d'Etat progressiste ou « péruaniste » (10) et cherchait des accords avec les militaires tandis que les secteurs de la Tendance dénonçaient fermement les intentions putschistes et tout messianisme militaire.

Quand eut lieu le coup d'Etat, la majorité réformiste de la centrale décidait d'une grève de 48H tandis que les dirigeants de la Tendance impulsaient l'occupation des lieux de travail pour une durée indéterminée. Plus tard, devant les premières expulsions, le réformisme projeta d'occuper les locaux syndicaux et la Tendance favorisa la réoccupation des lieux de travail.

Le syndicat du transport, de majorité réformiste, fut un des premiers à lever la grève ce qui signifia la fin de celle-ci. D'autres syndicats, dirigés également par le courant majoritaire, comme ANCAP permirent aux militaires de retirer du carburant et dans d'autres, comme COFE (11), ils n'arrivèrent jamais à décréter la grève générale.

La majorité (Parti Communiste et Parti Socialiste dans ce cas) décide de lever la grève inconditionnellement tandis que les syndicats de la Tendance exigent d'arracher aux militaires des conditions minimales comme la liberté de tous les prisonniers d'après le 27 juin, des garanties pour le fonctionnement des syndicats et pour la légalisation de la CNT.

Dans un document appelé des « 3 F » (FUNSA, FOEB (12) et FUS (13)), la Tendance dit que la classe ouvrière « a réalisé un saut qualitatif dans la conduite politique du mouvement populaire ».

Cette vision totalement erronée occulte la grave réalité car la classe ouvrière non seulement a subi une déroute avec la destruction de ses organisations syndicales, comme avant avaient été durement frappés les groupes révolutionnaires, mais en plus sa défaite politique réside dans le fait qu'elle ne fut pas capable de sortir du cadre institutionnel du système capitaliste et ces limites du mouvement nous les verrons resurgir

plus tard lors de la réorganisation du mouvement syndical en 1982 (14). Le cadre de cette réorganisation consiste fondamentalement à récupérer un caractère institutionnel perdu.

L'AUTONOMIE QUI N'EXISTA PAS

Pourquoi, malgré leur direction syndicale, les travailleurs du transport ne gardent-ils pas les bus en dehors des dépôts habituels, comme cela avait été prévu, afin que les putschistes ne puissent s'en emparer et les faire circuler ? Pourquoi les travailleurs de ANCAP suivent-ils la décision de la direction syndicale et ne mélangent-ils pas l'essence avec du brut pour éviter que les forces armées puissent sortir le carburant de la raffinerie pour leurs véhicules ?

Dans la grève il n'y eut pas de pratiques autonomes ni de pensée autonome. Tout resta limité à une tentative de récupérer un Uruguay batlliste qui, encore aujourd'hui, subsiste dans l'imaginaire social des uruguayens qui continuent à attendre, nostalgiques, un Etat paternel et protecteur. La classe ouvrière n'a pas choisi la lutte, ni le moment ni les conditions de celle-ci, elle fut contrainte par les circonstances.

Les séquelles du batllisme, avec la subordination du mouvement syndical aux institutions et à l'Etat et la ferme hégémonie des partis de gauche dans la conduite des syndicats, bloqua toute initiative autonome des travailleurs. Même les secteurs révolutionnaires, promoteurs de la Tendance Combative, et la gauche en général réaffirmèrent à partir de 1959 la pensée léniniste qui fait des syndicats les courroies de transmission de la ligne politique du Parti ou de l'Organisation, représentant des intérêts de la classe ouvrière.

En 15 jours d'occupation, la classe n'a jamais projeté d'aller au-delà d'un système capitaliste et démocratique bourgeois. La grève générale défendit fondamentalement une « institutionnalité » violée par les militaires qui furent appelés par la bourgeoisie ; en définitive elle défendit les intérêts d'une classe politique délogée des institutions et qui ne fut capable d'aucun acte d'opposition ou de résistance.

C'est la fin de cycle d'un mouvement ouvrier, né dans les années 40, qui ne pouvait donner plus que ce qu'il donna, qui ne mena pas la lutte contre l'offensive capitaliste au moment où il était dans les meilleures conditions pour le faire, en 1968/1969. Ce cycle s'est prolongé artificiellement avec la réorganisation syndicale à partir de 1983 et aujourd'hui il s'est clôt avec la décomposition et la bureaucratisation totale du mouvement syndical.

UNE LÉGENDE POUR L'USAGE DE LA GAUCHE ET DE SES BUREAUCRATIES

30 ans paraît être une distance suffisante pour que la gauche et la bureaucratie syndicale en marche vers la conquête du gouvernement revendiquent leur légitimité démocratique et l'héritage de la grève générale. Mystifier la grève contre la dictature, c'est faire mentir l'histoire, escroquer notre mémoire pour affirmer, dans le même temps, une symbolique qui inclut le mouvement syndical et la gauche dans la tradition démocratique et institutionnelle du pays (batlliste ?). Selon cette nouvelle vision tout se fit pour une démocratie dans laquelle avant on ne croyait pas ; ainsi, selon ce nouveau positionnement, on dit maintenant que les militants révolutionnaires disparus ou tombés luttèrent pour la démocratie et non pour un autre système social plus juste.

Le mythe de « l'héroïque grève générale de 15 jours de la CNT » cherche à éviter une quelconque analyse critique de celle-ci et, en même temps, est un mécanisme qui propose la vision de l'affrontement entre un secteur démocratique (le mouvement populaire et syndical, l'université, les partis de gauche et quelques secteurs des partis traditionnels) et d'un autre côté les putschistes (Bordaberry, des secteurs de la bourgeoisie et les militaires). Dans le même temps, s'affirme une histoire, avec la collaboration du monde académique, utile pour légitimer les différentes bureaucraties syndicales, continuatrices de celles surgies autour des années 40, et qui auraient dirigées les événements ; c'est une carte de citoyenneté pour le mouvement syndical et pour la gauche. C'est le mythe de la défense de la démocratie, de la nation qui met les travailleurs à la traîne des idées d'une classe, la bourgeoisie, qui le 27 juin se fit putschiste.

LA DÉFAITE N'ÉTAIT-ELLE PAS DETERMINÉE D'AVANCE ?

La grève générale confirme, à la différence de ce que dit le bilan de la Tendance Combative, la déroute de tout le mouvement syndical et pas seulement d'une de ses orientations. Le coup d'Etat est le point le plus haut d'une offensive capitaliste contre le mouvement populaire commencée en 1968 quand la bourgeoisie parvint directement à diriger les destinées du pays.

D'un autre côté la grève générale met en évidence non seulement les limites et déficiences d'une direction majoritaire réformiste mais aussi, par-dessus tout, elle marque les limites propres du mouvement syndical. La grève se déroule à un moment où la classe ouvrière est faible, à la différence des années 1968/1969 où les travailleurs étaient fortifiés par un développement organisationnel et une croissance des luttes contre l'offensive de la bourgeoisie, tant dans ses aspects économiques, liés aux commandements du FMI, que dans ses aspects répressifs. Une bourgeoisie profondément préoccupée de maintenir à l'intérieur de certaines limites le mouvement syndical, vu qu'à ce moment là elle n'était pas en mesure de le détruire. Pour sa part, au milieu de changements structurels du système, le mouvement syndical n'utilisa pas toute sa puissance pour affronter de manière décidée ces politiques d'ajustements, conjointement avec le mouvement populaire, à un moment où s'affirmait le sentiment qu'il était possible d'affronter tout ça et de changer le pays. A la fin des années 60, on était au milieu d'une situation locale et internationale qui favorisait l'optimisme et les espoirs de changement.

Cette attaque contre les travailleurs, dans la mesure où il n'y fut pas répondu collectivement comme CNT mais de manière isolée, amena la bourgeoisie à se fortifier et à renforcer aussi sa politique répressive commencée avec les « Mesures de Sécurité », l'« Etat de guerre interne » et poursuivie avec la « Loi de Sécurité Nationale » approuvée au parlement et contre laquelle il n'y eut pas même une grève de protestation. Par ailleurs, le mouvement syndical s'affaiblissait et se démoralisait dans des luttes isolées. Toutes ces mesures répressives définissaient une dictature légale, constitutionnelle, sans l'existence de libertés ni de garanties individuelles ; finalement les classes dominantes se sentirent suffisamment fortes pour déclencher le coup d'Etat, après avoir neutralisé la majorité de la direction de la CNT en semant parmi elle l'expectative avec les communiqués 4 et 7 (15).

Dans le document des « 3 F », il est dit « ... *le mouvement populaire s'affaiblit et le renforcement de l'oligarchie eut lieu, la classe ouvrière n'atteignant pas des objectifs politiques, possibles, en diverses conjonctures du « Pachecato » (16) : août 1968 et juin 1969 (17).* »

Dans « Alter » N°7, il est dit dans le document « Un siècle de luttes populaires » : « *Au long des années 60 se prépare la déroute de la classe ouvrière et des secteurs populaires. La déroute se consomme à l'hiver 1969, quand il ne fut pas possible de renverser l'hégémonie communiste dans la CNT et de concrétiser une grève générale qui était déjà une réalité dans les faits, les luttes, isolées, faisant alors naufrage.*

... « *Ainsi la classe ouvrière arrive défaite au coup d'Etat de 1973. Une déroute mal traitée et mal interprétée (parce qu'on n'en a pas tiré les conclusions ni débattu à fond) et, par conséquent, de laquelle on ne s'est pas encore remis.* »

NOTES DU TRADUCTEUR :

1) L'Intendance désigne la municipalité. En l'occurrence il s'agit ici de celle de Montevideo dirigée par le Frente Amplio.

2) ANCAP signifie Administracion Nacional de combustibles, alcohol y Portlan. Cette entreprise raffine le pétrole et dispose pour cette activité d'un monopole d'Etat. Dans le temps, elle produisait aussi de l'alcool et du ciment (portlan). Une politique de privatisation progressive de cette entreprise semble en cours.

- 3) **PANTANOSO** : Le quartier populaire de La Teja est délimité à l'ouest par une petite rivière appelée, Rio Pantanoso, qui descend vers le sud et débouche dans la baie de Montevideo
- 4) « **38^{ème} PARALLELE** » : Surnom faisant vraisemblablement allusion à la guerre de Corée (juin 1950 - juillet 1953) qui faisait alors rage. Au sortir de la seconde guerre mondiale, la Corée, qui avait été envahie par l'armée japonaise, est occupée au nord par les troupes russes et au sud par les troupes américaines. La ligne de séparation entre les 2 zones est fixée sur le 38^{ème} parallèle Nord. Le franchissement de ce parallèle par les troupes « communistes » nord-coréennes qui cherchaient à envahir la zone sud déclencha la guerre.
- 5) L'Uruguay a été dirigé par un gouvernement collégial composé de 9 présidents de 1952 à 1966, année où une réforme de la constitution rétablit un président unique aux pouvoirs renforcés.
- 6) Quelques jours après l'arrivée au pouvoir de Pacheco, celui-ci fait fermer, le 12 décembre 67, le journal socialiste « El Sol » et le journal « Epoca », tribune unitaire d'une poignée d'organisations révolutionnaires (dont la Fédération Anarchiste Uruguayenne). Le comité de rédaction d'«Epoca » est poursuivi en justice et les organisations participantes à ce journal deviennent illégales. La FAU ne ressortira de la clandestinité qu'au début de 1971.
- 7) L'entreprise Norteña est une brasserie.
- 8) On appelle « miguelitos » des clous à 3 pointes qui servent à crever les pneus des véhicules.
- 9) La Tendance Combative était un courant syndical, pas officiellement structuré en tant que tel, au sein de la CNT. Il était impulsé par les organisations révolutionnaires et tout particulièrement par les anarchistes. Cette tendance avait un poids important et combattait l'hégémonie du Parti Communiste qui cherchait en permanence à mettre la CNT au service de ses ambitions électorales et parlementaires. La Tendance incitait à s'organiser à la base, à développer des pratiques assembléistes, à radicaliser et unifier les luttes dans le cadre d'un plan d'action commun, interprofessionnel pour obtenir la satisfaction des revendications essentielles de la CNT et pour briser l'offensive capitaliste et répressive.
- 10) « **PERUANISTE** » : ce terme renvoie au régime militaire instauré au Pérou de 1968 à 1980. Son représentant le plus connu fut le général, issu d'un milieu pauvre, Juan Velasco Alvarado qui gouverna de 1968 à 1975. Conscients du caractère archaïque des structures économiques et sociales du pays qui freinait toute possibilité de développement, inquiets du risque de voir resurgir des guérillas, les militaires prirent le pouvoir et menèrent une politique nationaliste, populiste et paternaliste. Ils reprirent aux firmes multinationales américaines le contrôle d'une partie des ressources pétrolières et minières du pays, réalisèrent une réforme agraire au détriment des intérêts de l'oligarchie, mirent en place des coopératives (encadrées par l'Etat et l'armée) sur les terres des grands propriétaires terriens partiellement expropriés, créèrent une banque centrale d'Etat et tentèrent de favoriser les investissements industriels... tout en réprimant syndicats, mouvements étudiants et paysans. Par extension, le terme de « péruanisme » désigne toute tentative militaire de prendre le pouvoir pour réformer les structures politiques, socio-économiques et renforcer l'indépendance nationale face à l'oligarchie et aux USA.
- 11) **COFE** : Confédération des Fonctionnaires de l'Etat. Syndicat dirigé pendant la grève générale par les communistes.
- 12) **FOEB** : Fédération des Ouvriers et Employés de la Boisson. Gros syndicat dirigés à l'époque de la grève générale par des militants de la Tendance Combative.
- 13) **FUS** : Fédération Uruguayenne de la Santé. Cet important syndicat appuyait les positions de la Tendance Combative.

14) La réorganisation syndicale de 1982 aboutit à la création du PIT qui organisera une grande manifestation le 1^{er} mai 83 sous la dictature. La réorganisation syndicale se mène à partir d'associations de travailleurs créées un peu partout suite à une loi de la dictature qui rendait possible leur existence. La création du PIT s'effectue, à l'origine, à la marge des partis de gauche et surtout du Parti Communiste qui considérait que les travailleurs étaient représentés par la CNT, dissoute, réprimée et devenue de ce fait inexistante.

15) COMMUNIQUES 4 ET 7 : Publiés par les Forces Armées les 9 et 10 février 1973. Celles-ci y affirment, entre autres, qu'elles « ne seront pas le bras armé de groupes économiques et/ou politiques ». Des représentants de l'armée acceptèrent de rencontrer des représentants de la majorité réformiste de la CNT. Cela suffit pour que le PC et la direction réformiste de la CNT considèrent le coup d'Etat comme potentiellement « progressiste ». Il déchantèrent rapidement... mais trop tard.

16) « PACHECATO » : Terme qui désigne la période durant laquelle Jorge Pacheco Areco dirigea le gouvernement uruguayen (1967-1972). Bordaberry lui succéda au pouvoir en 1972 et y resta (officiellement) jusqu'en 1976 avec la bénédiction de ses alliés militaires (d'où la dénomination parfois utilisée de « dictature civico-militaire ») qui dirigeront ensuite seuls le pays jusqu'en 1984.

17) Août 68 et juin 69 constituent, du point de vue de la Tendance Combative qui s'exprime dans le document des « 3 F », 2 moments clés où il aurait potentiellement été possible d'inverser durablement le rapport de force en faveur du mouvement ouvrier et populaire.

En Juin 68, Pacheco instaure de nouvelles mesures de sécurité dans un climat social agité. Dans le secteur bancaire, textile, les facts, à FUNSA et dans de nombreuses autres entreprises, la mobilisation contre les mesures répressives est lancée. Une contestation rampante se développe. Les incidents se multiplient, des militants syndicalistes ou politiques sont emprisonnés par centaines. Des usines sont occupées en protestation. Une loi réglementant le fonctionnement des syndicats est proposée par le gouvernement, les salaires sont gelés. Plusieurs secteurs proposent la grève générale mais la direction de la CNT temporise. La mobilisation culmine en août. Le 12, la police tire sur une manif étudiante, un jeune communiste, Liber Arce, est tué. 300 000 personnes suivent son cercueil. La direction de la CNT finit par abandonner la lutte début septembre en échange de vagues promesses d'aménagement parlementaire des mesures de sécurité. L'agitation ne cesse pas pour autant.

En juin 69 confluent de grandes luttes, longues et radicales, dans les frigorifiques, FUNSA, les centrales électriques et le secteur bancaire. Grèves, journées d'action, émeutes se multiplient. L'agitation est intense et permanente. Là encore, la direction de la CNT veille à éviter la généralisation de la lutte. Dans les banques, un conflit de masse va durer de juin à septembre malgré des tentatives de militarisation du personnel et de nombreuses arrestations de grévistes qui se planquent en masse pour éviter la réquisition militaire. L'OPR 33, bras armé de la FAU, détruit le système informatique et les archives d'une grande banque de la capitale. Tout au long de ces années agitées, les groupes clandestins de la FAU multiplieront sabotages, attentats, braquages et participeront aux violences de rue.